

Réponse à la déclaration du 25 novembre 2009 de M. Yves Leterme, Premier Ministre

La déclaration de Monsieur Leterme est quasi identique à celle prononcée le mois dernier par son prédécesseur, Monsieur Van Rompuy.

Il n'y a rien d'étonnant à cela, Monsieur Leterme s'inscrivant dès ses premiers mots dans le principe de continuité.

Nous retrouvons donc, pêle-mêle, les utopies mondialistes, la régularisation des illégaux, la soumission à l'OTAN, la destruction de notre armée et de nos forces de police, le diktat de Lisbonne...

Après avoir brillamment réussi son examen de passage devant le Groupe de Biderberg, Monsieur Van Rompuy a été appelé à d'autres fonctions. Monsieur Leterme revient donc.

J'en suis personnellement heureux. Je considère notre nouveau Premier Ministre comme un homme intègre, conciliant, cultivé. C'est à n'en pas douter un brave homme. Mais ses qualités humaines suffiront-elles à en faire un homme d'Etat ? L'avenir nous le dira dès le printemps prochain.

Est-il nécessaire que je réitère la position du Front National face à la crise, à l'emploi, au pouvoir d'achat, aux finances publiques ?

Les électeurs du Front National ne croient pas en l'efficacité de vos mesures anticrise, Messieurs les libéraux et sociaux-démocrates. La crise financière que nous avons connue est le résultat de la manipulation de l'épargne par une clique de banquiers internationaux, ivres de spéculation, d'argent facile. La crise est fille de la mondialisation, de l'asservissement de l'humanité entière à une oligarchie apatride – qui se définit elle-même comme une « cosmocratie ». Pour sortir de la crise, il faut sortir du système ultralibéral !

Quant au pouvoir d'achat, Monsieur le Premier Ministre, ne prenez pas nos compatriotes pour des benêts... Quittez un instant les salons des politiciens. Parlez à l'homme de la rue, à la ménagère, à l'ouvrier, au responsable de PME... Tous vous diront que la vie est de plus en plus chère, les difficultés quotidiennes de plus en plus pressantes. Non, le pouvoir d'achat n'est pas maintenu... sauf peut-être pour une poignée de *traders* et de technocrates internationaux !

Assainir les finances publiques ? Oui, bien sûr. Il y aurait L'emploi est en régression. Le spectre du chômage hante à nouveau notre vieille Europe. Sauver l'emploi, c'est prendre des mesures radicales contre les délocalisations.

Mesures qui chagrineront les vrais maîtres de ce pays... pas mal d'économies à faire en retirant nos militaires d'Afghanistan – où ils jouent le rôle de tirailleurs sénégalais de Barak Obama. Refouler les illégaux permettrait également de coquettes économies. Non, vous préférez démanteler la police et livrer la rue aux bandes de « jeunes », incendiaires de commissariat. Curieuse initiative d'« assainissement des finances publiques » !

Seule nouveauté dans votre déclaration : le retour de l'institutionnel et de BHV, cet arrondissement électoral dont la scission semble bien être aux yeux de certains le problème majeur de ce pays.

Vous souhaitez un compromis « acceptable pour tous ». Sur ce dernier point, je souhaite vous croire, Monsieur le Premier Ministre. Des milliers de Belges veulent la paix communautaire. Le sentiment dominant en Wallonie est celui de la sympathie et de l'estime envers le peuple de Flandre. Solidarité, fraternité, respect réciproque devront guider vos démarches. Les droits légitimes de chaque communauté devront être respectés. Ni la haine ni le mépris n'ont droit de cité dans les rapports entre

Flamands, Germanophones, Bruxellois et Wallons. Je pense que vous en êtes conscient, mais l'accord politique qui lie le gouvernement flamand ne ferme-t-il pas la porte aux hommes de bonne volonté ?

Je ne vous étonnerai pas si je ne puis approuver votre politique, qui n'est que la décalque de celle de votre prédécesseur. Plus d'immigration, plus de régularisations d'illégaux, plus de pouvoir aux banques et aux lobbies, plus de dépendance envers l'OTAN : non, Monsieur Leterme, mille fois non ! Ce que veut le Front National, c'est un Etat social, juste, harmonieux et indépendant. Bref, toutes choses dont vous ne nous parlez pas.

Je refuse la confiance à votre gouvernement.

